

## Prix du meilleur jeune économiste 2018

Gabriel Zucman, 31 ans, professeur à l'université de Berkeley, en Californie, est le lauréat de cette 19e édition du prix créé, en 2000, par « Le Monde » et le Cercle des économistes.

LE MONDE ECONOMIE | 28.05.2018 à 12h00 • Mis à jour le 28.05.2018 à 12h37



Gabriel Zucman, en novembre 2017. Bruno ARBESU/REA

Depuis sa création, le Prix du meilleur jeune économiste, décerné par *Le Monde* et le Cercle des économistes, vise à distinguer non seulement l'excellence de la production académique des économistes français de moins de 41 ans, mais aussi leur contribution au débat public en matière de politique économique ou de prise de décision parmi les acteurs privés, en n'oubliant pas les autres sciences sociales.

POUR  
L'ATTRIBUTION  
DU PRIX  
DU MEILLEUR  
JEUNE  
ÉCONOMISTE  
2018 ET  
DES TROIS  
NOMINATIONS, LE  
JURY A REÇU  
QUARANTE-HUIT  
CANDIDATURES

On retrouve donc, dans l'attribution de ce prix, la mission du Cercle des économistes, qui est d'organiser et de promouvoir un débat économique ouvert et accessible à tous. Fondé, en 1992, à l'initiative de Jean-Hervé Lorenzi, le Cercle réunit 30 membres, pour la plupart universitaires, qui ont exercé ou exercent des responsabilités privées ou publiques. Chacun de ces membres a des approches et des compétences différentes. Mais une conviction les rassemble : la nécessité d'offrir un espace de dialogue et de confrontation d'idées entre les économistes et avec la société.

Cette année, pour l'attribution du Prix du meilleur jeune économiste 2018 et des trois nominations, le jury a reçu quarante-huit candidatures, contre quarante-deux en 2017, quarante-cinq en 2016, quarante et une en 2015, et trente-quatre en 2014. Douze des participants présentaient leur candidature pour la première fois, et trente-six avaient déjà été candidats. Dix candidats sont en poste à l'étranger, trente-huit en France. On dénombre seulement neuf femmes.

### Inégalités et fiscalité

Les travaux des candidats donnent un aperçu des thématiques de recherche dominantes au sein de cette génération de jeunes économistes. Parmi les lauréats, citons la mesure des inégalités de patrimoine, les méthodes d'optimisation fiscale, les conséquences des inégalités et de la fiscalité sur la croissance à long terme ; les effets des migrations internationales et du vieillissement, notamment sur les systèmes de protection sociale ; les rapports entre politiques climatiques et changement technique, et les relations entre inégalités de revenus, coût du travail des non-qualifiés et innovation technologique dans un contexte d'automatisation croissante des processus de production ; les interdépendances entre la fiscalité, l'acquisition du capital humain, l'innovation et l'entrepreneuriat,

et les rapports entre la mobilité sociale et les fondements des préférences sociales pour la redistribution.

**Lire l'entretien avec le lauréat 2018 : Gabriel Zucman : « Comprendre les implications de l'évasion fiscale »** ([/idees/article/2018/05/28/gabriel-zucman-comprendre-les-implications-de-l-evasion-fiscale\\_5305758\\_3232.html](https://idees/article/2018/05/28/gabriel-zucman-comprendre-les-implications-de-l-evasion-fiscale_5305758_3232.html))

Dans les programmes de recherche des autres candidats, on retrouve les thématiques traditionnelles : les imperfections de la finance et les questions de volatilité des prix d'actifs ; les effets du commerce international sur l'emploi ou le cycle économique ; les rapports entre la fiscalité et l'offre de travail ; le rôle des rigidités ou des modes de négociation collective sur le marché du travail ; les relations entre démographie, immigration et croissance ; les conséquences de l'innovation sur la croissance potentielle...

IL EST  
AUJOURD'HUI  
NÉCESSAIRE  
DE REPENSER ET  
D'IMAGINER  
DE SYSTÈMES  
DE PRODUCTION  
BOULEVERSÉS  
PAR  
LES TECHNOLOGIES  
NUMÉRIQUES

Mais on découvre également des préoccupations très proches des défis d'aujourd'hui : le poids des discriminations par genre, par appartenance sociale ou religieuse dans l'accès à l'emploi ; la question des inégalités d'accès à l'éducation et les effets hétérogènes des politiques de la ville ; les enjeux de la concentration des médias et de la diffusion des informations par les réseaux sociaux, la mondialisation des chaînes de création de valeur...

On peut cependant regretter une sous-représentation des recherches consacrées à l'économie de la firme et des systèmes productifs. Il est aujourd'hui nécessaire de repenser et d'imaginer des systèmes de production bouleversés par les technologies numériques ; reconsidérer la concurrence sur les marchés, qui exige d'autres formes de régulation. Et comment ne pas évoquer les bouleversements que va apporter l'intelligence artificielle dans les processus d'innovation et l'organisation des

entreprises ? Les économistes se saisissent encore insuffisamment de tous ces sujets. Le clivage entre la connaissance économique d'un côté, le monde politique et les citoyens de l'autre, est loin de s'être dissipé.

L'ambition du Cercle des économistes est de réduire cette distance, notamment à l'occasion des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, dont la thématique, « [Les métamorphoses du monde](https://lecercladeseconomistes.fr/evenements/rencontres-economiques-daix-provence-2018/) » ([http://lecercladeseconomistes.fr/evenements/rencontres-economiques-daix-provence-2018/](https://lecercladeseconomistes.fr/evenements/rencontres-economiques-daix-provence-2018/)), interrogera, du 6 au 8 juillet, notre capacité à maîtriser ces évolutions et à se réapproprier le changement.

**Lire aussi : Stefanie Stantcheva : « Les politiques fiscales sont dangereuses si elles sont mal conçues »** ([/idees/article/2018/05/28/stefanie-stantcheva-les-politiques-fiscales-sont-dangereuses-si-elles-sont-mal-concues\\_5305759\\_3232.html](https://idees/article/2018/05/28/stefanie-stantcheva-les-politiques-fiscales-sont-dangereuses-si-elles-sont-mal-concues_5305759_3232.html))

**Lire aussi : David Hémous : « L'automatisation est inhérente à la croissance économique »** ([/idees/article/2018/05/28/david-hemous-l-automatisation-est-inherente-a-la-croissance-economique\\_5305756\\_3232.html](https://idees/article/2018/05/28/david-hemous-l-automatisation-est-inherente-a-la-croissance-economique_5305756_3232.html))

**Lire aussi : Xavier Chojnicki : « Les réformes des retraites dégradent toujours le niveau des pensions »** ([/idees/article/2018/05/28/xavier-chojnicki-les-reformes-des-retraites-degradent-toujours-le-niveau-des-pensions\\_5305757\\_3232.html](https://idees/article/2018/05/28/xavier-chojnicki-les-reformes-des-retraites-degradent-toujours-le-niveau-des-pensions_5305757_3232.html))

## Un prix créé, en 2000, par « Le Monde » et le Cercle des économistes

Le Prix du meilleur jeune économiste – créé en 2000 par *Le Monde* et le Cercle des économistes – vise à valoriser les travaux d'un économiste français ou travaillant en France, âgé de moins de 41 ans. Pouvaient concourir tous les économistes issus du monde universitaire, en France ou à l'étranger, dont les travaux relèvent de l'économie appliquée et permettent de promouvoir le débat public.

Les candidats devaient adresser au Cercle des économistes, outre un CV détaillé, les trois publications leur paraissant les plus représentatives de leur production scientifique, ainsi qu'une note de synthèse soulignant l'intérêt et l'originalité de leurs apports. Il s'agissait de distinguer non seulement l'excellence de la production académique des jeunes économistes

français, mais aussi leur contribution au débat public. Sur cette base, les membres du Cercle des économistes ont évalué les dossiers et le jury final, présidé par André Cartapanis et associant à parité les représentants du Cercle des économistes et du *Monde*, a attribué le prix et décerné trois nominations, remis à la Banque de France par Pierre Nora, historien et membre de l'Académie française.

## Le palmarès

Les distinctions de 2018 : Prix du meilleur jeune économiste : **Gabriel Zucman** ; Nominés : **Xavier Chojnicki, David Hémous et Stefanie Stantcheva.**

Les lauréats de 2000 à 2017:

- Bruno Amable et Agnès Benassy-Quéré (2000).
- Pierre Cahuc (2001).
- Philippe Martin et Thomas Piketty (2002).
- Pierre-Cyrille Hautcœur (2003).
- David Martimort (2004).
- Esther Duflo et Elyès Jouini (2005).
- Thierry Mayer et Etienne Wasmer (2006).
- David Thesmar (2007).
- Pierre-Olivier Gourinchas (2008).
- Yann Algan et Thomas Philippon (2009).
- Emmanuel Saez (2010).
- Xavier Gabaix (2011).
- Hippolyte d'Albis (2012).
- Emmanuel Farhi (2013).
- Augustin Landier (2014).
- Pascaline Dupas (2015).
- **Camille Landais** ([https://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2016/05/23/camille-landais-je-me-definis-comme-un-economiste-public\\_4924429\\_3234.html](https://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2016/05/23/camille-landais-je-me-definis-comme-un-economiste-public_4924429_3234.html)) (2016).
- **Antoine Bozio** ([https://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2017/05/22/antoine-bozio-l-evaluation-sert-le-debat-democratique\\_5131717\\_3234.html](https://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2017/05/22/antoine-bozio-l-evaluation-sert-le-debat-democratique_5131717_3234.html)) (2017).

## Gabriel Zucman : « Comprendre les implications de l'évasion fiscale »

Le lauréat de l'édition 2018 du Prix du meilleur jeune économiste explique dans cet entretien au « Monde » pourquoi il s'est passionné dès le début de ses études pour les sujets de fiscalité et les paradis fiscaux.

LE MONDE ECONOMIE | 28.05.2018 à 12h00 • Mis à jour le 28.05.2018 à 12h38 | Propos recueillis par Philippe Escande (*/journaliste/philippe-escande/*)



Gabriel Zucman, lauréat de la 19e édition du Prix du meilleur jeune économiste 2018. Bruno ARBESU/REA

Gabriel Zucman, 31 ans, est professeur assistant d'économie à l'université de Berkeley, en Californie. Il explique pourquoi il s'est passionné dès le début de ses études pour les sujets de fiscalité et les paradis fiscaux.

### Comment en êtes-vous venu, très jeune, à vous intéresser aux sujets de fiscalité ?

La fiscalité, c'est-à-dire la manière dont on prélève et on redistribue la moitié de la richesse produite chaque année, est sans doute la question la plus importante à laquelle on doit faire face en tant que citoyen. Si les impôts sont injustes ou inefficaces, c'est notre capacité à agir collectivement qui est minée. Je suis un enfant de la crise financière : quand j'ai commencé ma thèse, en 2009, j'ai voulu comprendre ce qui se passait. Cela m'a conduit à regarder les statistiques bancaires internationales.

On y voit des centaines de milliards de dollars qui passent par les îles Caïmans, le Luxembourg ou Hongkong. J'ai voulu comprendre ce qui relevait de l'évasion ou de l'optimisation fiscale, et quelles implications tout cela pouvait avoir pour les gouvernements et l'impôt au XXI<sup>e</sup> siècle.

### Comment avez-vous procédé et qu'avez-vous trouvé ?

J'ai d'abord cherché à quantifier ces pratiques, celles des grandes fortunes et celles des sociétés multinationales. Pour cela, j'ai combiné les données macroéconomiques provenant des banques centrales et celles de la comptabilité nationale. De plus, nous nous sommes appuyés sur les informations émanant des fuites du type SwissLeaks ou Panama Papers. Enfin, certaines administrations fiscales, notamment des pays nordiques, ont accepté de travailler avec nous. Nous avons ainsi établi que 8 % du patrimoine financier mondial est détenu dans les paradis fiscaux, soit près de 7 900 milliards d'euros.

### Qui en sont les propriétaires ?

Nous nous sommes rendu compte qu'ils étaient en fait très peu nombreux. Les ultrariches, ceux dont le patrimoine est supérieur à 50 millions d'euros et qui représentent 0,01 % de la population mondiale, possèdent 50 % de cette masse d'argent, dont une grande partie est non déclarée. Qu'il y ait de l'évasion fiscale parmi les plus fortunés pourrait **surprendre**, dans la mesure où le fisc a tout intérêt à **surveiller** ces contribuables de près. Pour bien comprendre ce phénomène, au lieu de s'intéresser aux fraudeurs, il faut **étudier** ceux qui les aident, cette industrie de conseillers, avocats, banquiers qui perçoivent des commissions élevées.

### Quel est le danger d'une telle évasion fiscale pour les pays ?

En dehors de l'aspect purement financier, le risque est d'alimenter une course au moins-disant fiscal pour les grandes fortunes, un phénomène qu'on a observé un peu partout dans le monde ces dernières années – particulièrement en Europe. A terme, cette érosion de la progressivité de l'impôt risque d'alimenter une spirale inégalitaire.

### Et pour les multinationales, est-ce aussi massif ?

Largement, puisque nos recherches montrent que 40 % des profits des multinationales sont déclarés dans des paradis à fiscalité faible ou nulle, soit près de 650 milliards de dollars chaque année. Ainsi, Google, en 2016, a enregistré près de 20 milliards de recettes aux Bermudes. Un pays où son activité réelle est quasi inexistante mais où le taux d'imposition est de zéro. Contrairement aux fortunes privées, les entreprises ne cherchent pas à **dissimuler** des richesses, mais elles choisissent où elles déclarent leurs profits en jouant sur les prix auxquels elles se facturent des prestations à elles-mêmes.

Les gouvernements ne sont pas arrivés à **lutter** et ont quasiment perdu foi dans la taxation des multinationales. C'est comme cela que les grands gagnants de la mondialisation de ces quarante dernières années, les Apple, Google ou Amazon, sont aussi ceux qui payent le moins d'impôt. Or la mondialisation a-t-elle un **avenir** si ceux-là mêmes qui en bénéficient le plus voient leurs impôts **baisser**, et quand ceux qui en pâtissent voient les leurs augmenter ? On peut en **douter**. Le vote Trump aux Etats-Unis ou celui en faveur du Brexit au Royaume-Uni peuvent **être** analysés comme une réaction à cet état de fait.

### Que faudrait-il faire ?

Les Etats – et non les entreprises – devraient **choisir** où les profits sont taxables, en instaurant un système où le bénéfice mondial est ventilé à l'aide d'une clé de répartition non manipulable. Par exemple, en fonction du chiffre d'affaires réalisé dans chaque pays. Si Apple réalise un bénéfice mondial de 100 et 10 % de ses ventes en France, il devra **déclarer** un profit de 10 dans ce pays et **payer** les impôts qui correspondent à ce montant. Ce système mettrait fin du jour au lendemain à l'optimisation fiscale et à la délocalisation dans des territoires à fiscalité faible. D'ailleurs, il existe déjà et fonctionne bien pour les gouvernements locaux qui ont leurs propres impôts sur les sociétés. Aux Etats-Unis, il est en vigueur entre les différents Etats. En Californie, l'impôt est de 9 % et au Texas, de 0 %. Cela n'empêche pas Apple d'être installé en Californie.

### Mais les Etats ont tout de même réagi depuis quelques années ?

Oui, il y a eu de vrais progrès, comme l'échange automatique de données bancaires, mais c'est loin d'être suffisant. On fait encore confiance aux paradis fiscaux, alors que ceux-ci gagnent beaucoup d'argent avec ce système et ne sont donc pas incités à la transparence. L'Europe pourrait **imposer** des sanctions élevées, mais elle n'arrive pas à **articuler** un discours de nature à **changer** en profondeur les comportements. Avec d'autres chercheurs, nous travaillons sur la faisabilité de l'établissement d'un cadastre financier mondial, équivalent à ce qui existe dans l'immobilier en France depuis 1791, mais qui recenserait la détention d'avoirs financiers comme des actions ou des obligations.

### Comme beaucoup de vos collègues, après vos études en France, vous vous êtes installé aux Etats-Unis, alors que vous êtes très présent dans le débat français. Pourquoi ?

Tous les jeunes chercheurs français sont fortement encouragés à **passer** quelques années à l'étranger, et ce pour de bonnes raisons : ces années sont essentielles pour se **confronter** à la communauté scientifique internationale et pour **développer** une réflexion innovante et indépendante. Une particularité de la science économique est qu'elle est très concentrée aux Etats-Unis, plus que d'autres disciplines, comme les mathématiques par exemple, d'où la présence de nombreux jeunes économistes de tous les pays, et pas seulement français, outre-Atlantique. C'est ce contexte qui explique pourquoi quelqu'un comme moi enseigne aujourd'hui, à 31 ans, en Californie.

**Lire aussi : Xavier Chojnicki : « Les réformes des retraites dégradent toujours le niveau des pensions »** ([/idees/article/2018/05/28/xavier-chojnicki-les-reformes-des-retraites-degradent-toujours-le-niveau-des-pensions](https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/05/28/xavier-chojnicki-les-reformes-des-retraites-degradent-toujours-le-niveau-des-pensions))

[niveau-des-pensions\\_5305757\\_3232.html](#))

**Lire aussi : David Hémous : « L'automatisation est inhérente à la croissance économique »** ([/idees/article/2018/05/28/david-hemous-l-automatisation-est-inherente-a-la-croissance-economique\\_5305756\\_3232.html](#))

**Lire aussi : Stefanie Stantcheva : « Les politiques fiscales sont dangereuses si elles sont mal conçues »** ([/idees/article/2018/05/28/stefanie-stantcheva-les-politiques-fiscales-sont-dangereuses-si-elles-sont-mal-concues\\_5305759\\_3232.html](#))

## Xavier Chojnicki : « Les réformes des retraites dégradent toujours le niveau des pensions »

Ce professeur à l'université Lille-III et chercheur associé à la chaire transitions démographiques-transitions économiques, âgé de 39 ans, fait partie des trois nominés de l'édition 2018 du Prix du meilleur jeune économiste. Il revient dans cet entretien au « Monde » sur son travail.

LE MONDE ECONOMIE | 28.05.2018 à 12h00 • Mis à jour le 28.05.2018 à 12h39 | Propos recueillis par Anne Rodier  
(/journaliste/anne-rodier/)



Xavier Chojnicki, 39 ans, est professeur à l'université Lille-III et chercheur associé à la chaire transitions démographiques-transitions économiques. Chojnicki

**Spécialiste d'économie des migrations et du vieillissement, vous vous intéressez à tous les aspects économiques liés à la démographie : la santé, l'emploi, l'équité intergénérationnelle... En quoi vos travaux s'inscrivent-ils dans l'actualité ?**

C'est mon objectif premier que de choisir des thématiques en lien avec l'actualité et qui peuvent donner lieu à débat. Par exemple, mon dernier article, coécrit avec les économistes Lionel Ragot et Ndeye-Penda Sokhna, analyse [le coût de l'immigration sur les finances publiques](http://www.cepii.fr/CEPII/en/publications/wp/abstract.asp?NoDoc=11313) (<http://www.cepii.fr/CEPII/en/publications/wp/abstract.asp?NoDoc=11313>). La reconstitution de toute la comptabilité des ménages de 1979 à 2011 et le calcul de leur contribution nette (les impôts payés moins les prestations reçues) aux finances publiques montre une quasi-neutralité de la population immigrée sur le déficit public primaire (hors intérêts de la dette). Ceci s'explique par une structure démographique favorable – ils sont relativement plus nombreux chez les actifs –, qui compense leur moindre contribution nette individuelle, en raison de revenus plus faibles en moyenne.

**Comment en êtes-vous venu à vous intéresser aux questions de démographie ?**

Dès le lycée, la découverte des théories de Thomas Malthus a ouvert ma curiosité sur les liens entre démographie et économie, mais comme souvent, tout est une question de rencontres. Celle avec mes directeurs de thèses, Lionel Ragot et Frédéric Docquier, tous deux spécialistes de ces thématiques, a été déterminante.

### **L'étude de l'immigration apporte-t-elle aussi des réponses sur le marché de l'emploi ?**

Avec l'économiste [Yasser Moullan](https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0277953618300431?via%3Dihub) (<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0277953618300431?via%3Dihub>), nous avons observé comment, par le passé, les pays de l'OCDE ont réglé les pénuries de médecins (<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0277953618300431>), soit par la formation, soit par l'immigration. Nous avons montré que l'efficacité de ces deux types de politique dépend à la fois de la capacité des dirigeants à anticiper le choc, de la nature de la pénurie – temporaire ou permanente – et de son ampleur. Le recours aux médecins étrangers est efficace lorsque le choc n'est ni trop fort ni trop long. En France aujourd'hui, cette politique migratoire serait insuffisante. La seule réponse efficace serait de former davantage de médecins.

### **Vous avez également beaucoup travaillé sur les systèmes de retraite. Qu'en retenir avant la prochaine réforme envisagée par Emmanuel Macron ?**

Que les réformes menées depuis 1993 ne sont pas neutres sur le montant des pensions. L'observation des indicateurs instantanés d'équité, comme le taux de remplacement (pourcentage du revenu pour établir la pension), montre que les réformes dégradent toujours le niveau des pensions. Les retraités subissent une perte de pouvoir d'achat par rapport aux actifs. En revanche, la mesure de l'équité intertemporelle, c'est-à-dire la comparaison du revenu disponible sur toute la vie – étudiée pour toutes les générations nées entre 1910 et 2015 –, indique que la situation des retraités post-réforme n'est pas moins favorable que celle des générations plus anciennes.

Conclusion, les réformes qui induisent un taux de remplacement plus faible ne conduisent pas forcément au sacrifice d'une ou plusieurs générations afin de garantir la viabilité du système. La retraite par répartition se caractérise toujours par une forme d'iniquité entre les générations, particulièrement en temps de réforme, mais c'est bien la croissance économique qui assure la hausse du niveau de vie.

**Lire aussi : David Hémous : « L'automatisation est inhérente à la croissance économique »** ([/idees/article/2018/05/28/david-hemous-l-automatisation-est-inherente-a-la-croissance-economique\\_5305756\\_3232.html](https://idees/article/2018/05/28/david-hemous-l-automatisation-est-inherente-a-la-croissance-economique_5305756_3232.html))

**Lire aussi : Stefanie Stantcheva : « Les politiques fiscales sont dangereuses si elles sont mal conçues »** ([/idees/article/2018/05/28/stefanie-stantcheva-les-politiques-fiscales-sont-dangereuses-si-elles-sont-mal-concues\\_5305759\\_3232.html](https://idees/article/2018/05/28/stefanie-stantcheva-les-politiques-fiscales-sont-dangereuses-si-elles-sont-mal-concues_5305759_3232.html))

**Lire aussi : Gabriel Zucman : « Comprendre les implications de l'évasion fiscale »** ([/idees/article/2018/05/28/gabriel-zucman-comprendre-les-implications-de-l-evasion-fiscale\\_5305758\\_3232.html](https://idees/article/2018/05/28/gabriel-zucman-comprendre-les-implications-de-l-evasion-fiscale_5305758_3232.html))



## David Hémous : « L'automatisation est inhérente à la croissance économique »

Ce professeur assistant en économie de l'innovation et de l'entrepreneuriat à l'université de Zürich, âgé de 34 ans, fait partie des trois nominés de l'édition 2018 du Prix du meilleur jeune économiste. Il revient dans cet entretien au « Monde » sur son travail.

LE MONDE ECONOMIE | 28.05.2018 à 12h00 • Mis à jour le 28.05.2018 à 12h40 | Propos recueillis par Antoine Reverchon ([journaliste/antoine-reverchon/](#))



David Hémous, professeur assistant en économie de l'innovation et de l'entrepreneuriat à l'université de Zürich, est âgé de 34 ans. David Hémous

**Vos recherches portent sur deux sujets majeurs du débat public : le rôle des « technologies vertes » dans la lutte contre le réchauffement et celui du progrès technique dans les inégalités de revenus. Quelles prescriptions de politique publique en tirez-vous ?**

Le débat sur les politiques climatiques tourne surtout autour de la taxe carbone, alors que la clef pour réduire les émissions futures à moindre coût est le développement des technologies propres. Pour que ce développement soit suffisant, il faudrait une taxe carbone très élevée, dont le coût économique serait trop important, d'autant plus qu'elle incite à la délocalisation des industries polluantes vers les pays non régulés. Si la taxe carbone est nécessaire pour réduire les émissions à court terme, elle doit donc être complétée par un soutien direct à l'innovation dans les technologies propres afin de réduire les émissions futures.

**Et en matière d'inégalités de revenus ?**

Les modèles de croissance décrivent traditionnellement une économie où, en temps normal, les revenus croissent au même taux et, donc, où toute augmentation des inégalités est due à des chocs exogènes. J'ai élaboré un modèle qui montre que, comme les salaires augmentent lorsqu'une économie se développe, le progrès technologique s'oriente de plus en plus vers des technologies se substituant au travail humain, devenu plus coûteux. Autrement dit, l'automatisation est endogène au développement. De ce fait, les inégalités de revenus entre les métiers les plus routiniers et les autres, au sein d'une même industrie, d'un même pays, s'accroissent naturellement. D'autant que ces technologies non seulement remplacent les emplois moins qualifiés, mais augmentent aussi la productivité des plus qualifiés.

**Les inégalités ne viennent-elles pas également des politiques qui réduisent le coût du travail en le précarisant ?**

C'est une partie de l'explication, mais c'est bien la mécanisation qui explique les évolutions du coût marginal du travail sur une longue période. En revanche, les différences de taux de chômage entre pays s'expliquent par des dynamiques institutionnelles différentes.

**Comment réduire ces inégalités ?**

En qualifiant les moins qualifiés par la formation, mais ce n'est efficace qu'à long terme. A court terme, la politique fiscale peut aider, avec, par exemple, un impôt négatif sur les bas salaires. On peut également venir en aide directement aux professions les plus touchées. Augmenter fortement le salaire minimum, en revanche, risque d'avoir des effets pervers et d'accélérer encore plus la mécanisation. Il ne faut pas non plus conclure qu'il faut taxer l'innovation, qui contribue à la croissance.

**« Matheux » et diplômé de Polytechnique, pourquoi avez-vous choisi l'économie ?**

J'ai découvert à l'X que je pouvais allier mon goût des maths avec mon intérêt pour le débat public. Je voulais comprendre pourquoi certains pays, certaines époques, avaient connu une croissance phénoménale, et d'autres non. Je me suis inscrit en thèse d'économie à Harvard, où le cours de Philippe Aghion m'a fait découvrir le thème de la « croissance verte ». J'y ai aussi participé à un séminaire interdisciplinaire sur les causes de la stagnation du salaire médian américain depuis les années 1970. L'économie est une discipline particulièrement adaptée pour émettre des hypothèses que l'on peut vérifier par des données empiriques.

**Lire aussi : Xavier Chojnicki : « Les réformes des retraites dégradent toujours le niveau des pensions »** ([/idees/article/2018/05/28/xavier-chojnicki-les-reformes-des-retraites-degradent-toujours-le-niveau-des-pensions\\_5305757\\_3232.html](/idees/article/2018/05/28/xavier-chojnicki-les-reformes-des-retraites-degradent-toujours-le-niveau-des-pensions_5305757_3232.html))

**Lire aussi : Stefanie Stantcheva : « Les politiques fiscales sont dangereuses si elles sont mal conçues »** ([/idees/article/2018/05/28/stefanie-stantcheva-les-politiques-fiscales-sont-dangereuses-si-elles-sont-mal-concues\\_5305759\\_3232.html](/idees/article/2018/05/28/stefanie-stantcheva-les-politiques-fiscales-sont-dangereuses-si-elles-sont-mal-concues_5305759_3232.html))

**Lire aussi : Gabriel Zucman : « Comprendre les implications de l'évasion fiscale »** ([/idees/article/2018/05/28/gabriel-zucman-comprendre-les-implications-de-l-evasion-fiscale\\_5305758\\_3232.html](/idees/article/2018/05/28/gabriel-zucman-comprendre-les-implications-de-l-evasion-fiscale_5305758_3232.html))

## Stefanie Stantcheva : « Les politiques fiscales sont dangereuses si elles sont mal conçues »

Cette professeure d'économie à Harvard, âgée de 32 ans, fait partie des trois nominés de l'édition 2018 du Prix du meilleur jeune économiste. Elle revient dans cet entretien au « Monde » sur son travail.

LE MONDE ECONOMIE | 28.05.2018 à 12h00 • Mis à jour le 28.05.2018 à 12h41 | Propos recueillis par Elise Barhet  
(/journaliste/elise-barhet/)



Stefanie Stantcheva, 32 ans, est professeure d'économie à Harvard. Stantcheva

### **La question des inégalités s'est imposée ces dernières années dans le débat économique. Comment vos travaux sur la fiscalité y contribuent-ils ?**

J'essaie de comprendre comment on peut concevoir au mieux des politiques publiques qui réduisent les inégalités sans sacrifier la productivité des entreprises, l'innovation et la croissance. Dans cette perspective, j'ai travaillé sur différents systèmes d'imposition. Avec Emmanuel Saez, qui enseigne à Berkeley, nous nous sommes demandé comment les actifs financiers et immobiliers étaient distribués dans la population et comment ils réagissaient aux évolutions de l'imposition. On a pu ainsi développer un modèle simple de taxation optimale du capital.

### **Qu'est-ce qu'une politique publique « optimale » quand on parle de fiscalité ?**

Disons que, du point de vue des économistes, il s'agit de maximiser le bien-être social. L'objectif est de répartir de la façon la plus efficace possible les charges qui pèsent sur les individus d'une société. Pour apprécier les effets d'une politique publique sur le bien-être social, la méthode traditionnelle consiste à agréger les pertes et les gains des individus en donnant un poids plus faible aux personnes à haut revenu (une perte de 10 euros a moins d'impact sur le bien-être d'une personne à revenu élevé que sur celui d'une personne à revenu faible). Mais si on veut vraiment comprendre les préférences des gens, cela ne suffit pas : il faut tenir compte d'autres éléments.

### **Lesquels ?**

Pour mes recherches, je me suis appuyée sur des enquêtes basées sur de grands échantillons représentatifs. J'ai cherché à saisir les raisons qui poussaient les gens à soutenir telle ou telle politique publique. Il en est ressorti que leurs « préférences sociales » étaient beaucoup plus complexes que ce qui est habituellement modélisé en économie. Par exemple, la richesse héritée n'est pas valorisée de la même manière que celle acquise par le travail. Le sentiment d'évoluer ou non dans une société équitable joue également un rôle déterminant dans la manière dont les politiques publiques sont reçues.

Avec Alberto Alesina et Edoardo Teso, nous avons travaillé sur la mobilité sociale dans six pays. Nous avons constaté que les Européens, et en particulier les Français, étaient beaucoup plus pessimistes que ce que la réalité permet d'expliquer. A l'inverse, les gens aux Etats-Unis sont suroptimistes, alors même que le rêve américain a vécu. Les perceptions peuvent donc être en complet décalage avec la réalité. Or, elles ont un impact énorme sur le soutien ou non aux politiques redistributives.

Plus les individus pensent qu'il est difficile de s'extraire de leur milieu d'origine, plus ils sont favorables à la redistribution, et vice versa. Nous essayons de développer des modèles flexibles qui tiennent compte de ces distorsions.

#### **Pourquoi avez-vous décidé de travailler sur ces sujets ?**

Ce qui est particulièrement intéressant avec les taxes et les transferts, c'est que ce sont des instruments extrêmement puissants. Ils peuvent être très efficaces, mais aussi très dangereux s'ils sont mal conçus. Leurs évolutions ont des répercussions considérables sur les gens, l'innovation, le travail, l'investissement, l'épargne... Nous y sommes tous confrontés quotidiennement, même si nous ne nous en rendons pas toujours compte.

**Lire aussi : David Hémous : « L'automatisation est inhérente à la croissance économique »** ([/idees/article/2018/05/28/david-hemous-l-automatisation-est-inherente-a-la-croissance-economique\\_5305756\\_3232.html](/idees/article/2018/05/28/david-hemous-l-automatisation-est-inherente-a-la-croissance-economique_5305756_3232.html))

**Lire aussi : Xavier Chojnicki : « Les réformes des retraites dégradent toujours le niveau des pensions »** ([/idees/article/2018/05/28/xavier-chojnicki-les-reformes-des-retraites-degradent-toujours-le-niveau-des-pensions\\_5305757\\_3232.html](/idees/article/2018/05/28/xavier-chojnicki-les-reformes-des-retraites-degradent-toujours-le-niveau-des-pensions_5305757_3232.html))

**Lire aussi : Gabriel Zucman : « Comprendre les implications de l'évasion fiscale »** ([/idees/article/2018/05/28/gabriel-zucman-comprendre-les-implications-de-l-evasion-fiscale\\_5305758\\_3232.html](/idees/article/2018/05/28/gabriel-zucman-comprendre-les-implications-de-l-evasion-fiscale_5305758_3232.html))